

Les Echos,
International, mardi 14 février 2012, p. 6
Le plan d'austérité ne convainc pas les économistes

CATHERINE CHATIGNOUX

Le programme de réformes voté par le Parlement grec est loin de régler tous les problèmes, en particulier celui du retour à la croissance.

Le nouveau plan d'austérité voté dans la douleur par le Parlement grec dans la nuit de dimanche à lundi ne soulève pas l'enthousiasme des économistes, loin de là. Aucun ne se hasarde à affirmer que la franche réduction du nombre de fonctionnaires et la baisse de 20 % à 30 % des salaires dans le secteur privé, combinées à l'allégement de 100 milliards d'euros de dette va ramener rapidement le pays sur le chemin de la croissance. « Ces décisions sont trop tardives, regrette Jean-Pisani-Ferry, directeur de Bruegel, qui rappelle que « les Européens ont commis l'erreur de traiter le problème, au début de la crise, comme un simple problème budgétaire et non comme un problème de compétitivité ». L'impératif de rééquilibrage des comptes publics est cependant toujours présent. « L'objectif budgétaire de 4,5 % d'excédent primaire n'est pas hors d'atteinte », estime toutefois Gilles Moec, chef économiste de Deutsche Bank. « C'est le niveau que la Belgique et l'Italie sont parvenus à atteindre dans les années 1990. »

Ce sont les coupes dans les salaires qui inquiètent davantage l'économiste. « C'est une mesure inutile, d'ailleurs l'Espagne et le Portugal ont réussi à redresser leurs comptes extérieurs sans baisser les salaires. Il suffit de stopper la dégradation de la compétitivité. » De plus, affirme Philippe Waechter, directeur des études économiques de Natixis AM, « si l'on déprime fortement la demande intérieure, on se condamne à renoncer à la croissance pendant longtemps ». Les coupes salariales risquent en revanche d'avoir un prix social et politique élevé à quelques semaines d'élections législatives cruciales. « Les Européens prennent un risque majeur », craint Gilles Moec, qui rappelle que les deux grands partis ont été contraints de signer une telle purge.

Les sacrifices exigés de la population sont jugés souvent injustes et mal répartis, l'évasion fiscale restant importante et insuffisamment sanctionnée. « **On assiste en Grèce à un effet de fuite vers l'économie souterraine parallèlement à la décomposition de l'Etat** », estime **Xavier Timbeau, économiste à l'OFCE, qui redoute la fuite en avant.** « **Entre une perte de pouvoir d'achat immédiate et forcée au nom de l'euro et la catastrophe annoncée en cas de sortie de l'euro, la différence n'est plus si claire pour les gens** », note le **prévisionniste, qui regrette que les Européens ne parviennent pas à sortir de leur logique du « tout-austérité » sans qu'aucun programme de soutien à l'économie grecque ne vienne contrebalancer les réformes décidées.** « La machine à faire converger les économies a cessé de fonctionner », constate Philippe Waechter .